



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE.**

Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes

17 rue Ferrer,
76 600 LE HAVRE

**Métrologie des outillages servant au maintien en conditions
opérationnelles des aéronefs de la DNGCD**

Consultation n° FCS202500

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

**Procédure de passation : MARCHÉ PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRE
OUVERT**

en application des articles **L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 et suivants** du Code de la commande
publique dans sa version en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel à la concurrence.

Table des matières

Article 1 – GÉNÉRALITÉS.....	4
1.1 Contexte du projet d’achat.....	4
1.2 Objet de l’accord-cadre.....	4
1.3 Périmètre de l’accord-cadre.....	4
1.4 Allotissement.....	4
1.5 Procédure de passation.....	4
1.6 Forme et étendue du marché.....	4
1.7 Durée du marché.....	5
1.8 Documents contractuels.....	5
Article 2 – LIEUX D’EXÉCUTION.....	5
Article 3 – MODALITÉS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	6
3.1 Représentation des parties.....	6
3.1.1 – Représentation de l’acheteur.....	6
3.1.2 – Représentation du titulaire.....	6
3.2 Forme des notifications et informations.....	7
3.3 Émission et exécution des bons de commande.....	7
3.3.1 – Conditions générales.....	7
3.3.2 – Les prestations de vérification et d’étalonnage périodique :.....	8
3.3.3 – Acquisition de matériel de remplacement.....	8
3.3.4 – Prestations d’étalonnage non reprises en annexe financière.....	9
3.3.5 – Modification ou annulation d’un bon de commande.....	10
3.4 Exigences relatives aux délais des prestations.....	10
3.5 Modalités et délais d’exécution.....	11
3.6 Modalités de vérification et d’admission des prestations.....	11
3.6.1 – Opérations de contrôle.....	11
3.6.2 – Vérification des prestations.....	11
3.6.3 – Décisions suite aux opérations de vérification.....	12
3.6.4 – Transfert de propriété et droits de propriété intellectuelle.....	12
3.7 Réexamen des modalités d’exécution des prestations du marché.....	12
3.7.1 – Principe.....	12
3.7.2 – Modification et ajout suite à une évolution réglementaire ou normative.....	12
3.7.3 – Ajout des prestations rendues nécessaires pour la bonne exécution du marché.....	13
3.7.4 – Evolution du périmètre du marché.....	13
3.7.5 – Modifications en cas de circonstances imprévisibles.....	13
3.7.6 – Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen.....	14
Article 4 – OBLIGATION DU TITULAIRE.....	14
4.1 Obligation générale.....	14
4.2 Obligation de résultat.....	14
4.3 Obligation de conseil et d’information.....	15
4.4 Mesure de sécurité.....	15
4.5 Obligation de confidentialité.....	15
4.6 Traitement des données à caractère personnel.....	16
4.7 Droit de visite dans les locaux du titulaire.....	16
4.8 Protection de la main d’œuvre et conditions de travail.....	17
4.9 Autres obligations administratives.....	17
Article 5 – GARANTIE.....	18

Article 6 – PÉNALITÉS.....	19
6.1 Généralités.....	19
6.2 Pénalités de retard.....	20
6.3 Pénalités pour retard dans la production d'un devis.....	20
6.4 Pénalités de retard liées à la garantie.....	20
6.5 Pénalités pour non-respect de la comitologie.....	20
6.6 Pénalités découlant du non-respect des obligations liées à la lutte contre le travail dissimulé	21
6.7 Pénalités relatives à l'engagement d'insertion par l'activité économique.....	21
6.8 Pénalité applicable en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché.....	21
6.9 Pénalités applicables en cas de non-respect des mesures relatives à la protection de l'environnement.....	21
6.10 Plafonnement des pénalités.....	21
Article 7 – RÉGIME FINANCIER.....	22
7.1 Forme et contenu des prix.....	22
7.1.1 – Prestations de vérification et d'étalonnage périodiques :	22
7.1.2 – Prestations supplémentaires d'étalonnage de matériels non repris en annexe financière n°1 :	22
7.1.3 – Acquisition de matériel de remplacement	23
7.2 Révision des prix.....	23
7.2.1 – Clause de sauvegarde.....	24
7.3 Paiement des prestations.....	24
Article 8 – Modalités de paiements.....	24
8.1 Avances.....	24
8.2 Acomptes.....	25
8.3 Retenue de garantie.....	25
8.4 Nantissement et cession des créances.....	25
8.5 Délai de paiement et intérêts moratoires.....	25
8.6 Modalités de facturation.....	26
8.6.1 – Mentions obligatoires.....	26
8.6.2 – Taux de TVA.....	26
8.6.3 – Monnaie.....	26
8.6.4 – Transmission des factures.....	27
Article 9 – SOUS-TRAITANCE.....	27
Article 10 – ASSURANCES.....	28
Article 11 – DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	28
11.1 Clause environnementale.....	28
11.1.1 – Conditions d'exécution du marché.....	28
11.1.2 – Établissement d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	29
11.2 Clause d'insertion par l'activité économique.....	29
11.2.1 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion.....	29
11.2.2 – Les modalités de contrôle de l'action d'insertion.....	30
Article 12 – LANGUE.....	31
Article 13 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	31
Article 14 – RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	31
Article 15 – DIFFÉRENDS.....	31
Article 16 – LITIGES ET CONTENTIEUX.....	32
Article 17 – DÉROGATIONS.....	33

Article 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 Contexte du projet d'achat

La Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes dispose d'aéronefs gérés sur site par les échelons techniques et les bases centrales hélicoptères et avions. Pour ce faire, les personnels techniques disposent d'une cinquantaine de types d'outillages soumis à contrôle et à l'étalonnage.

1.2 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord – cadre a pour objet la métrologie (étalonnage), la réparation des outillages et matériels utilisés dans le cadre de la maintenance des aéronefs de la DNGCD, ainsi que l'acquisition pour remplacement de certain matériels.

1.3 Périmètre de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un marché de fournitures courantes et de services. Le périmètre de l'accord-cadre est susceptible d'évoluer en fonction du parc de matériel.

Le présent accord-cadre comprend :

- Des prestations de vérification et d'étalonnage périodique d'une cinquantaine de catégories d'outillages ;
- Des commandes de réparation et étalonnage de matériels non repris en annexe financière n° 1 ;
- L'acquisition de matériel de remplacement.

1.4 Allotissement

Par dérogation à l'article L 2113-10 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre n'est pas alloti. Les prestations, objet du marché, eu égard à leur objet et à leur nature forment un ensemble cohérent et interdépendant. En outre, l'allotissement géographique n'est pas pertinent, car il présente un risque d'infructuosité s'agissant des outre-mer.

1.5 Procédure de passation

Le présent marché est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert (AOO) en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence.

1.6 Forme et étendue du marché

Accord-cadre mono-attributaire au sens de l'article L.2125-1 (1°) et des articles R.2162-1 à R.2162-6 du Code de la commande publique, sans minimum mais avec maximum fixé à 960 000,00 € HT.

Il est exécuté au moyen de bons de commande, en application des articles L. 2125-1 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.7 Durée du marché

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme **de vingt-quatre (24) mois, soit deux (2) ans**, prenant effet à la date de sa notification au titulaire. Le précédent accord-cadre prend fin le **06 juin 2025**.

Il est reconductible tacitement deux fois pour une **durée de douze (12) mois, soit un (1) an**, sauf décision express de non-reconduction.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire avant la date de fin de validité de l'accord-cadre avec un préavis **d'un (1) mois**. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

En application de l'article L. 2125-1 du Code de la commande publique, la durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans, soit quarante-huit (48) mois. Cette durée s'entend de la durée maximale de validité du marché, à savoir de la période pendant laquelle la DNGCD peut émettre des bons de commande.

1.8 Documents contractuels

L'accord-cadre est soumis aux dispositions du Code de la commande publique.

En application de l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ATTRI 1) signé des deux parties et ses annexes financières (Bordereau des prix unitaires et tableau des durées de garanties) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° FCS202500 ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° FCS202500 ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- les instructions techniques afférentes à l'objet du marché ;
- l'offre technique et commerciale du titulaire complétée conformément au cadre de réponse technique (CRT) joint au DCE ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces contractuelles du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Les exemplaires originaux des documents contractuels conservés dans les archives de l'administration font seuls foi.

Les clauses générales de vente et/ou de service du titulaire ne sont pas applicables au présent accord – cadre.

Article 2 – LIEUX D'EXÉCUTION

Les prestations d'étalonnage sont exécutées, dans la mesure du possible, sur les sites d'exploitation désignés à **l'article 3.2.1 du CCTP**.

Les lieux de livraisons sont les mêmes pour le retour des outillages étalonnés ou réparés en laboratoire, ainsi que les livraisons de matériels neufs de remplacement.

Lorsque la prestation ne peut être exécutée qu'en laboratoire, l'étalonnage est réalisé dans les locaux du prestataire, soit dans le laboratoire le plus proche du site d'exploitation aéronautique concerné, soit, dans le laboratoire disposant de la compétence spécifique requise.

3.1 Représentation des parties

3.1.1 – Représentation de l'acheteur

L'acheteur est représenté par le Directeur de la Direction Nationale Garde-Côtes des Douanes ou son représentant.

Pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre, un ou plusieurs agents sont désignés au titulaire comme interlocuteur(s) privilégiés. Leur nomination intervient dès la notification du marché. Ces personnes peuvent être remplacées en cours d'exécution du marché. Le cas échéant, l'acheteur notifie toute modification du ou de(s) interlocuteur(s) désigné(s) au titulaire.

Les boîtes fonctionnelles pour faciliter les échanges sur l'exécution du présent marché sont les suivantes : bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr ;
dngcd-daf-depense-aerien@douane.finances.gouv.fr

3.1.2 – Représentation du titulaire

Le titulaire désigne dans son offre une ou plusieurs personne·s physique·s habilitée·s à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins d'exécution de l'accord-cadre et ayant vocation à être l'(es) interlocuteur·s privilégié·s de l'acheteur.

Cette (ces) personne·s dispose(nt) de l'expérience et des compétences techniques requises pour suivre l'exécution des prestations. En outre, il(s) doit (doivent) disposer des pouvoirs nécessaires pour représenter le titulaire, soit avoir la capacité à l'engager juridiquement et prendre toutes décisions utiles en son nom et pour son compte.

Le titulaire garde le(s) même·s interlocuteur·s pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, sauf empêchement majeur (démission, maladie, etc.).

Il s'engage à ce que tout changement de(s) l'interlocuteur·s ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à sa fonction, en désignant un remplaçant de niveau au moins équivalent.

Le titulaire informe, le pouvoir adjudicateur de ce changement sans délai par tout moyen permettant de donner date certaine, et procède au remplacement de son interlocuteur dans un délai maximum de **quinze (15) jours ouvrés** à compter de la communication de cette information au pouvoir adjudicateur. Ce remplacement ne peut justifier une augmentation des prix de l'accord-cadre.

Pendant l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de solliciter par décision écrite et motivée, le remplacement de l'interlocuteur qui lui a été désigné. Le nom et le profil du remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède au remplacement dans un délai de **quinze (15) jours ouvrés** à compter de la demande de l'acheteur.

Le titulaire peut également faire connaître les noms et les coordonnées des éventuels représentants locaux afin de fluidifier l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dès la notification et au plus tard lors de la réunion de lancement du marché.

3.2 Forme des notifications et informations

En application de l'article 3.1 du CCAG/FCS, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par lettre recommandée avec accusé réception ou par voie électronique dès lors que les moyens utilisés permettent de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de réception.

Si le moyen de communication utilisé est une lettre recommandée avec avis de réception, la date figurant sur l'avis de réception postal fait foi.

Si la notification est effectuée via le site PLACE, le document est réputé notifié à la date de la première consultation sur le portail. Cette date est certifiée par l'accusé de réception délivré dans l'appliquet et portant horodatage. À défaut, la notification est réputée acquise **dans un délai de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la date de mise à disposition du document sur PLACE.

Si la notification électronique est effectuée par courrier électronique, le destinataire accuse réception du document et en confirme la date de notification par retour de courrier électronique.

La date de notification retenue est la date du courrier électronique de confirmation et non pas la date de l'accusé réception automatique qui ne vaut pas notification.

3.3 Émission et exécution des bons de commande

3.3.1 – Conditions générales.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de la matérialisation des besoins de l'administration.

Les bons de commande émis durant la validité de l'accord-cadre doivent être honorés par le titulaire jusqu'à leur expiration complète dans les conditions du présent CCAP.

La signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Les bons de commande sont émis, pour le compte de l'acheteur, par le **Centre de Gestion Financière (CGF)** et leur transmission se fait par tout moyen permettant d'attester de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

La date d'émission du bon de commande par l'acheteur tient lieu de notification de la commande et fait courir les délais d'exécution contractuels.

Aucune prestation ne peut être réalisée par le titulaire, ni ne peut ouvrir droit à paiement si elle n'a pas été précédée de l'émission d'un bon de commande.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

L'exécution des bons de commande émis dans le délai d'exécution du marché, peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre dans les conditions de **l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique**.

Par dérogation à **l'article 3.7.2 du CCAG/FCS**, le titulaire dispose d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la réception d'un bon de commande pour notifier à l'acheteur les observations qu'appelleraient de sa part les prescriptions de ce bon de commande, sous peine de forclusion. **Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté sans réserves.**

La résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP, ne remet pas en cause la validité du ou des bons de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

3.3.2 – Les prestations de vérification et d'étalonnage périodique :

La vérification et l'étalonnage périodique fera l'objet de bons de commande émis au fur et à mesure des besoins sur la base des prix figurant en annexe à l'acte d'engagement.

Un même bon de commande pourra concerner plusieurs prestations exécutées sur un même site et concerner plusieurs catégories d'outillage.

Pour chaque prestation sollicitée, le bon de commande comporte a minima les indications suivantes :

- La date d'émission et le numéro du bon de commande (**numéro d'EJ**);
- La référence de l'accord-cadre (numéro Chorus communiqué lors de la notification du marché) ;
- La désignation et la quantité des articles/prestations commandés ;
- Les lieux d'exécution des prestations - enlèvement ou intervention ;
- L'adresse de livraison ;
- Les délais maximums d'exécution ou de livraison ;
- L'autorité émettrice du bon de commande ;
- Le SIRET du destinataire : **11 000 201 100 044** ;
- Le code de service exécutant (**FAC7540075**)
- Le prix unitaire HT et TTC de chaque type d'articles/prestations commandé tel que figurant à l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- Le taux de TVA applicable et son montant ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Pour une prestation exécutée dans un laboratoire du prestataire : la date prévisionnelle d'enlèvement.
- Pour une prestation exécutée sur site : la date prévisionnelle d'intervention.

3.3.3 – Acquisition de matériel de remplacement

Si dans le cadre de la réalisation des prestations périodiques, l'acheteur constate que certains outillages sont à remplacer, il peut effectuer une demande écrite de prix.

Le titulaire dispose de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de l'émission de cette demande pour remettre une proposition technique et financière, sous la forme d'un devis détaillé transmis à l'adresse suivante : bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr.

Ce devis comporte outre la décomposition détaillée de la prestation et a minima un délai de livraison qui ne saurait être supérieur à **neuf (9) mois conformément au CCTP**.

L'acheteur dispose de **dix (10) jours ouvrés** pour valider cette proposition du titulaire. Le titulaire est tenu durant cette période de maintenir sa proposition technico-financière sans possibilité de modification. Au-delà de ce délai de **dix (10) jours ouvrés** la proposition technico-financière du titulaire est tacitement rejetée. En cas de désaccord avec le devis présenté, l'acheteur en informe le titulaire au moyen d'un écrit motivé. Le titulaire dispose, alors, à nouveau, d'un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de cette date pour remettre un nouveau devis prenant en compte les réserves émises par l'acheteur.

Une fois la réponse du titulaire validée par l'acheteur, un bon de commande sera émis par le Centre de Gestion Financière sur la base de la proposition technico-financière du titulaire acceptée par l'acheteur (en ce compris les délais de livraison).

La date d'émission du bon de commande vaut point de départ des délais de livraison.

Ce bon de commande comporte a minima les indications suivantes :

- La date d'émission et le numéro du bon de commande (**numéro d'EJ**);
- La référence de l'accord-cadre (numéro Chorus communiqué lors de la notification du marché) ;
- La désignation et la quantité des articles commandés ;
- L'adresse de livraison ;
- Les délais maximums de livraison ;
- L'autorité émettrice du bon de commande ;
- Le SIRET du destinataire : **11 000 201 100 044** ;
- Le code de service exécutant (**FAC7540075**) ;
- Le prix unitaire HT et TTC de chaque type de prestation commandée tels qu'ils figurent au devis.
- Le taux de TVA applicable et son montant ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande.

Le délai maximum de réalisation de la réparation est indiqué en article

3.3.4 – Prestations d'étalonnage non reprises en annexe financière.

L'annexe financière est réputé couvrir l'ensemble des interventions utiles à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Néanmoins, si dans le cadre de la réalisation des prestations objet du marché, l'acheteur constate que des prestations complémentaires sont nécessaires (non conformité), il peut effectuer une demande écrite et motivée de prix.

Le titulaire dispose de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de l'émission de cette demande pour remettre une proposition technique et financière, sous la forme d'un devis détaillé transmis à aux adresses suivantes : bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr ; dngcd-daf-depense-aerien@douane.finances.gouv.fr

Ce devis comporte la décomposition détaillée de la prestation et a minima :

- Une date de fin d'intervention ou de retour du matériel vérifié et étalonnés, suite à non conformité. Ce délai ne saurait être supérieur à **deux (2) mois conformément au CCTP**.
- Si la prestation est réalisée en laboratoire, le prix de la prestation est déterminé par référence aux prix unitaires figurant en annexe 2 :
 - le coût d'étalonnage fondé sur l'annexe financière 1 ou un coût de main d'œuvre basé sur le taux horaire établi en annexe financière n° 2 multiplié par la quantité de main d'œuvre requise (heures de réalisation)
 - Le prix détaillé des pièces détachées utiles à la réparation ;
 - le forfait enlèvement aller-retour applicable au site concerné.
- Si la prestation est réalisée sur site, le prix de la prestation est déterminé par référence au forfait journalier d'intervention figurant à l'annexe 2.

Une fois la réponse du titulaire validée par l'acheteur, un bon de commande sera émis par le centre de gestion financière sur la base de la proposition technico-financière du titulaire acceptée par l'acheteur (en ce compris les délais d'exécution).

La date d'émission du bon de commande vaut point de départ des délais d'exécution des prestations.

Ce bon de commande comporte a minima les indications suivantes :

- La date d'émission et le numéro du bon de commande (**numéro d'EJ**);

- La référence de l'accord-cadre (**numéro Chorus** communiqué lors de la notification du marché) ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées ;
- Le lieu d'exécution ;
- Les délais maximums de livraison ;
- L'autorité émettrice du bon de commande ;
- Le SIRET du destinataire : **11 000 201 100 044** ;
- Le code de service exécutant (**FAC7540075**) ;
- Le prix unitaire HT et TTC de chaque type d'article commandé tels qu'ils figurent au devis.
- Le taux de TVA applicable et son montant ;
- Le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- Pour une prestation exécutée dans un laboratoire du prestataire : la date prévisionnelle d'enlèvement.
- Pour une prestation exécutée sur site : la date prévisionnelle d'intervention et sa durée.

3.3.5 – **Modification ou annulation d'un bon de commande**

L'acheteur se réserve la possibilité, en l'absence de faute du titulaire d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à l'émission d'un bon de commande. Cette décision est formalisée par un écrit circonstancié transmis par tout moyen permettant de conférer date certaine.

Cette décision ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire.

Seules les prestations effectivement réalisées et réceptionnées ouvriront droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous :

- Au débit du titulaire :
 - le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
 - le montant des pénalités ;
- Au crédit du titulaire :
 - la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires.
 - les dépenses engagées par le titulaire en vue de l'exécution des prestations qui n'ont pas été fournies à l'acheteur, dans la mesure où ces dépenses n'ont pas été amorties antérieurement ou ne peuvent pas l'être ultérieurement, à savoir :
 - le coût des matières et objets approvisionnés en vue de l'exécution du marché ;
 - les autres frais du titulaire se rapportant directement à l'exécution du marché.

Aucune autre indemnité ne peut être réclamée par le titulaire au titre de cette décision.

3.4 **Exigences relatives aux délais des prestations**

Lorsque le titulaire identifie un événement, notamment un cas de force majeure, qui est de nature à faire obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels d'exécution et/ou de livraison/réalisation, il doit formuler sous **cinq (5) jours calendaires maximum** à compter de la réception d'un bon de commande ou de la date à laquelle est apparu l'événement ou la cause faisant obstacle au respect desdits délais, une demande expresse de report de délai exposant

clairement les circonstances du retard, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé.

Cette demande est transmise par mail aux adresses suivantes :

bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr ;
dngcd-daf-depense-aerien@douane.finances.gouv.fr

Si elle est acceptée, **la prolongation des délais ne pourra en aucun cas entraîner une augmentation du coût de la prestation.**

En tout état de cause, aucune demande de prolongation du délai d'exécution et/ou de livraison ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution et/ou de livraison de la prestation.

Dans ce cadre de la clause environnementale, le pouvoir adjudicateur aura la possibilité d'accorder un sursis au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités d'enlèvement, de retour et de livraison de matériel étalonnés ou remplacés (ex : tournées de livraison, conditionnement...). La reprogrammation d'une date d'enlèvement, de retour ou de livraison peut déroger aux délais inscrits au marché, **sous réserve de la validation expresse par le pouvoir adjudicateur**. Le sursis suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

Les calendriers opérationnels que les parties peuvent être amenées à échanger en cours d'exécution de l'accord-cadre ne peuvent par eux-mêmes, avoir pour effet de modifier les délais contractuels d'exécution. Seule la signature d'une décision expresse de prolongation dans les conditions de **l'article 13.3 du CCAG/FCS** peuvent, le cas échéant, avoir un tel effet.

3.5 Modalités et délais d'exécution

Les délais relatifs à l'exécution des prestations objet du marché sont spécifiés **aux articles 5.1.4, 5.2.4 et 5.3.4 du CCTP**.

3.6 Modalités de vérification et d'admission des prestations

3.6.1 – Opérations de contrôle

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

3.6.2 – Vérification des prestations

Conformément aux dispositions des articles 27 et suivants du CCAG/FCS, des opérations de vérification quantitatives et qualitatives destinées à constater que les prestations répondent bien au bon de commande, aux spécifications techniques du CCTP et de ses annexes seront réalisées sous la responsabilité de l'administration.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG/FCS et eu égard à la nature des prestations, la présence du titulaire n'est pas requise lors des opérations de vérifications quantitatives et qualitatives.

À l'issue de chaque prestation, le titulaire remet par courrier électronique aux adresses suivantes : bcma-magasin-avion@douane.finances.gouv.fr ; dngcd-daf-depense-aerien@douane.finances.gouv.fr :

- La réception des prestations de métrologie est formalisée par la signature du bon de livraison de l'outil contrôlé, accompagné d'un constat de vérification ou à défaut de son certificat d'étalonnage. Le constat de vérification fait apparaître la mention « **CONFORME** ». Cette conformité est établie selon les préconisations du fabricant ou à défaut par l'application du paragraphe 1.5 de la procédure douane P-OE-DF-02.
- un bulletin de livraison établi en deux exemplaires et reprenant les références chorus du marché et du bon de commande concerné (**EJ chorus**).

L'ensemble de ces documents pourra aussi être mis à disposition des agents de l'administration via le système dématérialisé de gestion de parc. Les fonctionnalités de ce système sont définies dans l'offre technique et financière du titulaire.

3.6.3 – Décisions suite aux opérations de vérification

L'acheteur se prononce sur l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet de la prestation dans les conditions de **l'article 30 du CCAG/FCS**.

L'admission n'est prononcée que lorsque l'administration dispose de l'ensemble des fournitures documentaires exigibles. **Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS**, les décisions consécutives aux opérations de vérification ne donnent pas lieu à une décision formalisée par écrit, **la décision d'admission est matérialisée par « le service fait »** dans chorus.

Le titulaire du marché pourra alors établir sa facture dans les conditions prévues à l'article 7.8 du présent CCAP.

3.6.4 – Transfert de propriété et droits de propriété intellectuelle

Conformément à l'article 31 du CCAG/FCS, l'admission des prestations ou des fournitures entraîne le transfert de propriété. La date de service fait dans chorus sert de point de départ au délai de garantie contractuelle.

3.7 Réexamen des modalités d'exécution des prestations du marché

3.7.1 – Principe

Conformément aux dispositions de l'article **L. 2194-1 du Code de la commande publique**, le présent marché peut être modifié dans les conditions ci-dessous sans que ces modifications ne viennent changer l'objet ou la nature globale du marché.

3.7.2 – Modification et ajout suite à une évolution réglementaire ou normative

Le titulaire veille à ce que toute évolution réglementaire ou technique concernant les prestations objet du marché soit prise en compte directement dans son offre initiale.

Toutefois, en cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables peuvent rendre obligatoire la modification des prestations figurant en annexe à l'acte d'engagement, et/ou en l'ajout d'une ou plusieurs prestations non prévues en annexe à l'acte d'engagement.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des prestations.

3.7.3 – Ajout des prestations rendues nécessaires pour la bonne exécution du marché

Lorsqu'un ajout de prestation, non prévue au marché, est rendu nécessaire pour sa bonne exécution, il peut être procédé à son intégration, avec le consentement du titulaire, dans les conditions décrites ci – dessous.

La prestation ajoutée doit :

- être conforme à l'objet du marché ;
- être analogue à une prestation existante ou appartenir à une même catégorie de prestation au regard des caractéristiques techniques et des besoins auxquels elle répond ;
- être nécessaire à sa bonne exécution.

L'ajout de cette prestation ne doit pas avoir pour effet de remettre en cause la nature globale du marché.

En présence d'un prix public ou d'un prix conseillé, le prix appliqué à la nouvelle prestation doit être équivalent à celui pratiqué par le titulaire avec l'ensemble de sa clientèle.

En l'absence de tarif conseillé, le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre la prestation ajoutée et les prestations existante au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

En tout état de cause, le prix de la prestation ajoutée ne saurait excéder de 15 % le prix de prestations de même catégorie existantes au marché.

3.7.4 – Evolution du périmètre du marché

Le périmètre des prestations objets du marché est susceptible d'évoluer en fonction des retraits ou ajout au parc de matériel à maintenir en conditions opérationnelles. Ces évolutions seront évoquées lors des comités contractuels prévus à l'article 4.2.2 du CCTP

3.7.5 – Modifications en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché (par exemple : édicton par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance) le titulaire peut proposer une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût pour le bénéficiaire final.

Cette proposition est accompagnée de justificatifs permettant d'en apprécier le bien – fondé.

Après validation écrite de la DNGCD, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de conférer date certaine. À défaut de réponse de la DNGCD dans délai de quinze (15) jours ouvrés, la proposition est réputée rejetée.

Ces modifications peuvent prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant. La date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application sont déterminées dans l'acte juridique.

Les modifications s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date et jusqu'à la fin de la durée d'application prévue.

À la fin de la période d'application, la DNGCD et le titulaire examinent de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelles modifications doit faire l'objet d'un avenant ou d'une décision unilatérale de l'acheteur.

3.7.6 – Modalités de mise en œuvre de la clause de réexamen

Les évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- les prestations indiquées en annexe à l'acte d'engagement ;
- la composition de ces prestations (modifications, retraits, ajouts) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

Pour justifier des modifications sollicitées, le titulaire est tenu de remettre à la DNGCD :

- les justificatifs techniques relatifs aux ajouts ou modifications éventuels de prestations, y compris la documentation technique ;
- Les justificatifs tarifaires ;

À compter de la réception de ces justificatifs, la DNGCD dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires pour valider la modification ou l'ajout. L'absence de réponse dans le délai indiqué vaut rejet de la modification ou ajout concerné. Le titulaire, lorsqu'il est à l'origine de la demande, ne peut prétendre à aucune indemnité ni aucun dédommagement, à quelque titre que ce soit, en cas de rejet par la DNGCD de la demande de modification ou d'ajout.

Si la demande de modification ou d'ajout est acceptée par la DNGCD, les nouveaux prix sont intégrés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement par voie d'avenant.

Ces nouveaux prix sont révisés dans les conditions prévues à l'article 12.2.1 du présent CCP.

Les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de la date de notification de l'avenant correspondant.

Article 4 – OBLIGATION DU TITULAIRE

4.1 Obligation générale

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre. Il est notamment responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le présent accord-cadre.

À ce titre, le titulaire est tenu d'assurer le gardiennage et la sécurité des matériels, propriétés de l'État, entreposés dans leurs locaux.

Si un matériel, placé sous la responsabilité du titulaire, est détruit, volé, perdu ou détérioré, du fait du titulaire ou de ses éventuels sous-traitants, ces derniers sont tenus de le remplacer ou d'effectuer ou de faire effectuer à ses frais les réparations pour remise en conformité de l'équipement. Dans le premier cas, ce matériel de remplacement devra être de caractéristiques équivalentes.

Dans le cas où le titulaire entend invoquer un manquement de l'acheteur à ses obligations contractuelles, il doit le faire en visant expressément le présent article et dans **un délai de huit (8) jours ouvrés** suivant la survenance du manquement invoqué, par lettre recommandée avec avis de réception ou contre récépissé. À défaut, il sera forclos et ne pourra plus se prévaloir du manquement de la personne publique ni pour échapper à ses propres obligations contractuelles, de quelque nature qu'elles soient ni pour engager la responsabilité contractuelle de cette dernière.

4.2 Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations visées au présent marché, laquelle s'entend notamment, du respect des délais et du niveau de qualité attendu. Le titulaire s'engage notamment à respecter les délais et modalités d'exécution des prestations décrits dans les documents du présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

4.3 Obligation de conseil et d'information

Le titulaire du marché est tenu à un devoir permanent d'information, de conseil et d'alerte à l'égard de l'acheteur pendant toute la durée du marché, s'il se rend compte, lors de l'exécution du présent accord-cadre, des dérèglements, dysfonctionnements ou dangers potentiels au titre de ses fournitures.

Dans l'hypothèse où le titulaire n'aurait pas respecté cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire. Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

À ce titre, le titulaire devra notamment :

- Conseiller l'acheteur (en particulier lorsque seront soumis à son arbitrage des choix techniques, fonctionnels ou opérationnels) ;
- Conseiller avec une contrainte d'efficacité, l'acheteur dans l'analyse, l'anticipation et l'évolution de ses besoins ;
- Anticiper les risques, et quelle que soit la nature du risque, proposer des solutions préventives ;
- Vérifier la teneur de tous les documents, informations, renseignements et éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement de chaque prestation, et indiquer toutes les incohérences et erreurs décelées qui ont une incidence sur l'exécution des prestations.

4.4 Mesure de sécurité

Le titulaire est informé que toute personne relevant de lui intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché peut être soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations. Le titulaire accepte de se conformer aux mesures de sécurité applicables sans élever aucune réclamation ou demande de rémunération complémentaire pour ce motif.

4.5 Obligation de confidentialité

Conformément aux dispositions de **l'article 5 du CCAG/FCS**, le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

À ce titre, le titulaire s'engage tout particulièrement à :

- ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;

- ne prendre aucune copie des documents et fichiers informatiques qui lui sont confiés ou auxquels il a accès durant l'exécution du présent marché ;
- ne pas communiquer les documents, les fichiers informatiques ou données qui lui sont confiés ou qui sont réalisés dans le cadre de l'exécution du présent marché à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'acheteur ainsi que le personnel chargé par le titulaire d'exécuter les prestations ;
- prendre toutes mesures de sécurité matérielle physique et informatique permettant de conserver les documents, fichiers informatiques ou données qui lui sont confiés ou qui sont utilisés dans le cadre de l'exécution du présent marché et d'éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci.

Toutes informations et/ou documents, de toutes natures (commerciales, industrielles, techniques, financières, etc.) concernant le pouvoir adjudicateur et, dont le titulaire aurait eu connaissance à l'occasion de l'exécution du marché, sont strictement confidentiels et couverts par le secret professionnel (**article 226-13 du code pénal**), ce quelles qu'en soient la forme et la nature, à l'exclusion des informations qui étaient notoirement et publiquement divulguées avant leur obtention et/ou réception par le titulaire. Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs. L'acheteur pourra demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis. La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

Le système de gestion de parc dématérialisé proposé par le titulaire dans son offre doit prendre en compte cette obligation.

4.6 Traitement des données à caractère personnel

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (**règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016**). Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

4.7 Droit de visite dans les locaux du titulaire

Sur simple demande écrite, le titulaire et ses éventuels sous-traitants autorisent des représentants de l'État ou des représentants désignés par la douane (entité de surveillance, société d'audit...) à accéder aux locaux où sont réalisées les activités liées au présent accord-cadre.

Par ailleurs, la douane se réserve le droit de déclencher ou de faire déclencher des audits chez le titulaire et ses sous-traitants.

Le titulaire prend toutes les dispositions nécessaires afin que les agents de l'État puissent accéder à ses locaux ou à ceux de ses éventuels sous-traitants pendant les heures d'ouverture.

4.8 Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Le titulaire de l'accord-cadre doit être en conformité avec la réglementation applicable en matière de droit fiscal, de droit du travail et de lutte contre le travail illégal, conformément aux dispositions de **l'article 6 du CCAG/FCS**.

Il doit être en mesure d'apporter la preuve que le présent accord-cadre est exécuté dans le respect strict des conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Le titulaire doit en outre prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la qualité individuelle de chaque pièce, tant dans ses ateliers que vis-à-vis de ses propres fournisseurs.

Si les lieux de fabrication des articles devaient changer, le titulaire s'engage à prévenir, au préalable, le représentant de l'acheteur. L'ensemble des éléments montrant que ce changement n'aura pas d'incidence sur la qualité de la fabrication, doit alors être communiqué par le titulaire.

Lorsque la fabrication est effectuée dans un autre pays que la France, le titulaire garantit à l'acheteur que les dispositions régissant le droit du travail applicable dans ce pays seront respectées. Étant entendu que l'application du droit du travail ne peut priver les salariés des dispositions des conventions et recommandations de l'OIT, de la charte sociale européenne et de la convention européenne des droits de l'Homme.

Par ailleurs, les matières premières employées dans la fabrication des fournitures ainsi que les produits finis ne doivent pas avoir d'effet néfaste sur la santé des utilisateurs et doivent être conformes aux normes européennes.

Dans le cas où le titulaire ne respecte pas les dispositions précitées, l'acheteur peut procéder à la résiliation de l'accord-cadre.

4.9 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution, et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur. En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- l'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles **R.1263-5 et R.1263-7 du Code du travail** ;

- Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles **L.1263-6, L.1264-1, L.1264-2 et L.8115-1 du Code du travail**. Cette attestation comporte le nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées **aux articles L.2196-4 et suivants du Code de la commande publique**, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent accord-cadre (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient). Le titulaire doit produire tous les **six (6) mois**, à partir de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces exigées au titre des articles **D.8222-5 et suivants du Code du travail** :

- Une attestation de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale datant de moins de **six (6) mois**;
- Une attestation de dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- Une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des **articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail**.

Lorsqu'il contrevient à ces dispositions, après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire peut faire l'objet d'une décision de résiliation du marché à ses torts sans qu'il puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure est notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le titulaire dispose deux mois à compter de la notification de mise en demeure pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Article 5 – GARANTIE

La garantie prévue à l'**article 33 du CCAG/FCS** s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil. La durée de garantie pour les matériels est conforme à l'offre du titulaire, elle s'entend à compter de leur réception définitive (service fait dans chorus).

L'administration ne saurait accepter une durée de garantie inférieure à :

- **12 mois** pour les matériels neufs. Dans tous les cas, elle ne pourra pas être inférieure à celle fixée par le fabricant.
- **3 mois** pour les matériels réparés.

L'obligation de garantie couvre le démontage, la main d'œuvre et le remplacement des éléments qui seraient, à l'usage, reconnus défectueux après examen ou expertise contradictoire. Le maintien de la qualité attendue des marchandises livrées. Elle couvre tout vice de fabrication ou défaut de matière. La garantie couvre également les frais consécutifs au conditionnement, à l'emballage et au transport (aller et retour) rendus nécessaires pour la remise en état ou le remplacement.

Au titre de la garantie, le titulaire s'engage à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie ou la totalité de la fourniture reconnue défectueuse **dans un délai maximal de deux (2) mois calendaires à compter de la date à laquelle l'acheteur lui indique les anomalies constatées**.

Les réparations sous garanties, s'entendent étalonnage inclus. En application des dispositions de **l'article 33.5 du CCAG/FCS**, si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé, après accord du pouvoir adjudicateur, jusqu'à l'exécution complète des remises en état ou remplacements. En cas de non-respect des délais précités, le titulaire encourt les pénalités de retard définies à **l'article 6.2 du présent CCAP**.

6.1 Généralités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable. Elles commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel est expiré.

Avant émission de tout titre exécutoire ou déduction sur le montant des factures émises par le titulaire, les décomptes de pénalités sont notifiés de façon expresse au titulaire et précisent les modalités de calcul des pénalités.

À réception de ce décompte ou de toute décision de l'acheteur induisant le principe de l'application de pénalités, le titulaire dispose d'un **délai de quinze (15) jours** pour présenter ses observations par un mémoire en réclamation. Passé ce délai, il est réputé avoir accepté les pénalités mentionnées par le décompte ou la décision précités. Si la personne publique décide d'appliquer des pénalités sans tenir compte de la contestation du titulaire, ce dernier est dispensé, pour le règlement de ce différend, du respect de **l'article 46 du CCAG/FCS**.

Les pénalités sont cumulatives. Le montant des pénalités ainsi établies peut venir en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture suivante ou donner lieu à l'émission par la personne publique d'un titre exécutoire, notamment en cas d'insuffisance des sommes dues au titulaire.

Au sein d'une même prestation, des pénalités de typologie différente peuvent le cas échéant être appliquées. En outre, au sein d'un même bon de commande, si le retard dans la réalisation d'une prestation entraîne un retard pour l'exécution d'autres prestations, les pénalités s'appliqueront à chaque prestation concernée.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire reste donc intégralement redevable de l'exécution de ses obligations contractuelles. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à **l'article 14.1.3 du CCAG/FCS**, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à **mille (1 000) euros**.

En cas d'ajournement ou de rejet de tout ou partie d'une prestation, dans le cadre des opérations de vérification, les pénalités sont dues pour toute la période comprise entre la date contractuelle de livraison de la prestation et la date de livraison (en cas de rejet) ou de représentation (en cas d'ajournement) précédant, selon le cas et dans les conditions prévues à **l'article 3.6.3 du présent CCAP**, la décision d'admission, d'admission avec réfaction, de rejet définitif dudit livrable ou de résiliation.

En cas de résiliation du marché pour faute du titulaire dans les conditions fixées à **l'article 13 du présent CCAP** et à **l'article 41 du CCAG/FCS**, les pénalités peuvent être appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

6.2 Pénalités de retard

Les pénalités de retard s'appliquent pour les délais contractuels du marché.

Par dérogation à **l'article 14.1 du CCAG/FCS**, dans le cas où, du fait du titulaire, les délais contractuels sont dépassés, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 30$$

dans laquelle :

P : le montant de la pénalité en euro HT ;

V : la valeur HT des de la ou des fournitures commandée sur laquelle ou lesquelles sont calculées la pénalité ;

R : le nombre de jours calendaires de retard.

Une prolongation du délai d'exécution ou un sursis peut être accordé par le pouvoir adjudicateur sur demande écrite et argumentée du titulaire du marché. Celle-ci doit se conformer aux dispositions de **l'article 13.3 du CCAG-FCS**.

Si le retard de livraison est imputable à la personne publique, le délai global d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale au retard ainsi causé et aucune pénalité n'est appliquée au titulaire du marché.

Aucune retenue n'est appliquée si le retard est dû à un cas de force majeure, à charge pour la société de mettre la personne publique en mesure de le constater.

6.3 Pénalités pour retard dans la production d'un devis

Tout retard dans la transmission d'un devis dans les conditions prévues au présent CCAP (§ 3.3.4 et 3.3.5) donne lieu à l'application d'une pénalité forfaitaire d'un **montant de cinquante (50) euros par jour calendaire de retard**. Cette pénalité est déterminée au vu du nombre de jours de retard constaté par l'administration (date de demande de devis / date effective de fourniture d'un devis).

6.4 Pénalités de retard liées à la garantie

En cas de non-respect des délais liés à la garantie des matériels acquis dans le cadre du présent marché, le titulaire encourt des pénalités de retard.

Les obligations liées à la garantie des matériels acquis dans le cadre du présent marché sont indiquées à **l'article 5 du présent CCAP**. En cas de non-respect des délais liés à la garantie, à savoir l'obligation de procéder aux réparations ou au remplacement des articles **sous trente (30) jours calendaires**, le titulaire encourt des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article **14.1.1 du CCAG/FCS**, le montant de ces pénalités s'élève à **cent (100) euros par jour calendaire de retard** et par article sous garantie non réparé ou remplacé.

6.5 Pénalités pour non-respect de la comitologie

En cas de non-respect des stipulations de l'accord-cadre relatives à la comitologie telle que décrite au CCTP, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Une pénalité de **cinquante (50) euros HT** en cas de non-respect des stipulations relatives à l'un des comités suivants :

- Comité contractuel ;
- Comité de pilotage ;
- Comité de suivi.

Cette pénalité s'applique par comité concerné.

6.6 Pénalités découlant du non-respect des obligations liées à la lutte contre le travail dissimulé

Conformément à l'article 51 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, le titulaire doit fournir les pièces prévues aux articles **D 8222-5 (cocontractant établi en France) et D 8222-7 (cocontractant établi à l'étranger) du Code du travail**.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

S'il est informé par un agent de contrôle que le titulaire est en situation irrégulière au regard de ces formalités, le pouvoir adjudicateur enjoint son cocontractant de respecter ses obligations.

Si ce dernier ne régularise pas sa situation dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut lui infliger une pénalité d'un montant **de cinq cents (500) euros par semaine de retard** et dans la limite de **dix (10) %** du montant consommé du marché, en application de l'article L 8222-6 du Code du travail (Loi n°2011-525 du 17 mai 2011 article 93).

Cette pénalité peut être infligée sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de prononcer la résiliation du marché pour les mêmes motifs (cf article XIX du présent CCAP).

6.7 Pénalités relatives à l'engagement d'insertion par l'activité économique

En cas de non-respect par l'entreprise attributaire des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser annuellement, il sera appliqué une pénalité de **quatre-vingts (80) euros** par heure d'insertion non réalisée.

En cas de non-transmission des attestations et des justificatifs propres à permettre le contrôle de l'exécution des actions d'insertion, le titulaire subira **une pénalité égale à soixante-quinze (75) euros par jour calendaire de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur**.

6.8 Pénalité applicable en cas de non-respect de toute autre obligation du présent marché

L'acheteur se réserve le droit de mettre le titulaire en demeure de son conformer à l'une de ses quelconques autres obligations contractuelles, dans un délai déterminé.

En cas de non-respect de cette mise en demeure, le titulaire encourt une pénalité **de cent (100) euros par jour calendaire de retard**.

6.9 Pénalités applicables en cas de non-respect des mesures relatives à la protection de l'environnement

En cas de non-respect par le titulaire ou son sous-traitant des obligations prévues à l'article 11.1 du présent CCAP, le titulaire encourt **une pénalité globale et forfaitaire de mille cinq cents (1 500) euros**.

6.10 Plafonnement des pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS de référence, un plafonnement des pénalités est prévu dans le cadre de l'exécution des prestations du présent marché. Celui-ci est fixé à **15 % du montant de l'ensemble des commandes effectuées** ; les pénalités ne peuvent excéder ce seuil.

Le présent accord-cadre peut faire l'objet d'une résiliation, sans mise en demeure préalable, lorsque l'ensemble des pénalités infligées au titulaire a atteint ce seuil.

7.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont établis en euros.

En application des dispositions de l'article 10.1.3 du CCAG/FCS, les prix sont réputés comprendre toute charge fiscale afférente au produit, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance.

Les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à son pilotage, à son exécution et, plus généralement, au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Le titulaire certifie que les prix du présent marché n'excèdent pas ceux pratiqués dans les mêmes conditions à l'égard de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'administration, à sa demande, toutes justifications permettant de vérifier cette conformité.

7.1.1 – Prestations de vérification et d'étalonnage périodiques :

Les prix sont déterminés lors de la conclusion du contrat.

Le prix des prestations d'étalonnage des outillages, mentionné en annexe financière n° 1, comprennent, outre le geste technique et la main d'œuvre, l'ensemble des coûts concourant à la bonne exécution de cette prestation, y compris fournitures. Ces prix sont fixés par catégories de matériels et prennent en compte l'ensemble des éléments identifiés comme compris dans la prestation en colonne 5 de l'annexe financière n° 1.

Les frais d'enlèvement et de déplacement sont distincts et figurent en annexe financière n° 1.

Pour des prestations exécutées en laboratoire, il est prévu un forfait enlèvement aller/retour par site. Ce forfait s'applique par prestation commandée, quel que soit le nombre d'outillages à enlever. **Lorsque le titulaire ou son sous-traitant sont implantés en métropole, le transport aérien Aller/Retour du matériel jusqu'au site du LAMENTIN n'est pas compris dans le forfait. De même les frais de douanes et autres droits et taxes associés (carnet ATA, frais de douanes...). Ils seront facturés aux frais réels sur présentation de justificatifs.**

S'agissant des prestations exécutées sur site, un forfait déplacement Aller/Retour par site s'applique. **Lorsque le titulaire ou son sous-traitant sont implantés en métropole, le transport aérien Aller/Retour du technicien jusqu'au site du LAMENTIN n'est pas compris dans le forfait. Il sera facturé aux frais réels sur la base des tarifs de la classe économique et sur présentation de justificatifs.**

L'hébergement est chiffré dans le cadre d'un forfait journalier (nuitée et repas) figurant également à l'annexe financière n° 1.

7.1.2 – Prestations supplémentaires d'étalonnage de matériels non repris en annexe financière n°1 :

Les prestations concernées correspondent aux opérations de réparation et ou d'étalonnage pour des matériels non repris à l'annexe financière n°1.

Le montant total de la prestation (HT) et (TTC) se décompose comme ci-après :

Si la prestation est exécutée en laboratoire :

- le montant des fournitures éventuelles nécessaires à la réparation ,

- le coût de la main-d'œuvre calculé sur la base du temps de main-d'œuvre nécessaire à l'accomplissement des prestations multiplié par le taux horaire du technicien si les prestations sont réalisées dans les locaux du titulaire et/ou de ses sous-traitants)
- le coût de l'étalonnage, basé sur les catégories de matériels visé en annexe financière n°1. Dans le cas où cette catégorie de matériel n'est pas prévue en annexe financière n°1, il sera fait application du taux horaire prévu en annexe financière n° 2.
- le transport aller/retour afférent à la prestation. **Lorsque le titulaire ou son sous-traitant sont implantés en métropole, le transport aérien Aller/Retour du matériel jusqu'au site du LAMENTIN n'est pas compris dans le forfait. De même les frais de douanes et autre droits et taxes associés (carnet ATA, frais de douanes...). Ils seront facturés aux frais réels sur présentation de justificatifs.**

Si la prestation est réalisée sur site, le prix de la prestation est calculé sur la base du forfait journalier d'intervention par site repris en annexe financière n° 2. Celui-ci comprend :

- la préparation nécessaire à l'intervention du technicien,
- l'intervention du spécialiste sur place,
- le reconditionnement du matériel,
- la rédaction de la documentation afférente à la prestation.

Lorsque le titulaire ou son sous-traitant sont implantés en métropole, le transport aérien Aller/Retour du technicien jusqu'au site du LAMENTIN n'est pas compris dans le forfait. Il sera facturé aux frais réels sur la base des tarifs de la classe économique et sur présentation de justificatifs.

7.1.3 – Acquisition de matériel de remplacement

Le prix de l'outillage commandé est déterminé par rapport au prix catalogue du fournisseur. Celui-ci devra pouvoir être vérifié par l'administration.

7.2 Révision des prix

Les prix des prestations peuvent faire l'objet d'une révision.

La révision intervient, le cas échéant, à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre, sur demande du titulaire.

La révision est donc annuelle et vaut pour l'année glissante à courir à compter du jour anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Pour chaque nouvelle révision, le prix contractuel à réviser est le prix initial HT à la date de notification de l'accord-cadre.

A titre général, il appartient au titulaire de l'accord-cadre de solliciter la mise en œuvre de la clause de révision des prix, étant précisé qu'aucune révision ne pourra être effectuée sur une facture déjà présentée à règlement du pouvoir adjudicateur ou sur une commande déjà en cours.

Le titulaire doit faire parvenir sa demande, justificatifs joints, avec un préavis minimum d'**un (1) mois** avant la date anniversaire de l'accord-cadre. Cette demande est adressée par courrier recommandé avec avis de réception doublé d'un envoi par courriel et comporte un tableau reprenant les prix initiaux, les prix révisés et les coefficients applicables à la formule de révision des prix ainsi que les valeurs des indices retenus.

L'administration dispose d'un délai de **dix (10) jours ouvrés**, pour accepter ou rejeter cette révision de prix.

En cas de rejet de la demande de révision par l'acheteur, les prix précédemment appliqués seront reconduits.

En l'absence de toute demande formulée par le titulaire, l'administration se réserve la possibilité d'appliquer unilatéralement la clause de révision des prix. Cette décision est notifiée au titulaire au plus tard **cinq (5) jours ouvrés** avant la date anniversaire de notification de l'accord-cadre.

Les prix sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0,15 + 0,50 \times (ICHT-IME_1/ICHT-IME_0) + 0,35 \times (PsdL_1/PsdL_0))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P₀ = prix initial à la date de notification de l'accord-cadre

ICHT-IME : désigne l'indice de l'évolution des salaires, des revenus et des charges sociales – coût horaire du travail révisé tous salariés des industries mécaniques et électriques publié sous l'identifiant INSEE n° 001565183,

PsdL : est la valeur de l'indice de prix des « produits et services divers », publié mensuellement sur le portail [http://www.armement.defense.gouv.fr/Réviser les prix – Indices ICARE - armement.defense.gouv.fr](http://www.armement.defense.gouv.fr/Réviser_les_prix_-_Indices_ICARE_-_armement.defense.gouv.fr). Cet indice est exprimé en base 100 en 2010, conformément aux indices de prix mensuels à la production, publiés par l'INSEE depuis le 30 mars 2013.

7.2.1 – Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation annuelle de plus de **8 %**, compte tenu des justifications transmises ayant permis d'apprécier l'augmentation demandée, l'acheteur se réserve le droit :

- soit d'accepter l'application du nouveau barème ;
- soit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

La clause de sauvegarde s'applique pour l'ensemble des prestations du marché.

7.3 Paiement des prestations

Sans préjudice de l'application des stipulations de **l'article 8.5 du présent CCAP** relatif aux acomptes, lorsque la durée d'exécution des prestations est inférieure à deux mois, le paiement est effectué en une seule fois après admission de la prestation.

Le comptable assignataire des paiements est :

Trésorerie Générale des Douanes (TGD)
Centre de Gestion Financière
30 rue Raoul Wallenberg
TSA 80032
75927 PARIS Cedex 19

Article 8 – Modalités de paiements

8.1 Avances

Sauf renoncement du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance peut lui être accordée, dans les conditions prévues aux **articles R.2191-1 à R.2191-14** du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance est calculé selon les modalités des **articles R 2191-6 et suivants** du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est fixé à **30 %**.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le délai de paiement de l'avance court à compter de la notification du bon de commande ouvrant droit au versement de cette avance.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de **l'article R.2191-11 et suivants** du code de la commande publique.

8.2 Acomptes

Les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes trimestriels ou mensuels dans les conditions prévues **aux articles L.2191-4 et R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique**.

Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte. Il est calculé, pour chacun des livrables concernés par ledit acompte, sur la base des montants figurant dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

L'acheteur peut demander à tout moment au titulaire de lui fournir un décompte cumulé des acomptes versés.

Les modalités de versement des acomptes respectent les règles de la comptabilité publique issue du **décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique**, dans les limites du présent article.

Les demandes de paiement d'acomptes et de solde sont justifiées à partir du constat de service fait.

Le paiement des acomptes n'a pas le caractère d'un règlement partiel définitif.

8.3 Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera appliquée dans le cadre de l'exécution du présent marché.

8.4 Nantissement et cession des créances

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le nantissement des marchés ou les cessions de créance au sens de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique) est :

**Madame la cheffe de la Division Administrative et Financière de La Direction Nationale
Garde-Côtes des Douanes ou son adjointe
17, Rue Ferrer
76600 LE HAVRE**

8.5 Délai de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article **L. 2192-10 du Code de la commande publique**.

Le délai de paiement est fixé à **trente (30) jours maximum**. La date de début du délai est déterminée selon les modalités des articles **R. 2192-12 et suivants** du Code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles **L. 2192-12 et suivants et R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique**.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à **quarante (40) euros**. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de **quarante-cinq (45) jours** suivant la mise en paiement du principal.

8.6 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur présentation d'une facture émise par le titulaire et après émission du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

8.6.1 – Mentions obligatoires

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- les noms, numéro SIRET et adresse de l'émetteur de la facture ;
- Le SIRET du destinataire : **11000201100044** ;
- le code du service exécutant ou le code d'identification du service en charge du paiement : **FAC7540075** ;
- la référence du compte bancaire ou postal, tel que précisé dans l'acte d'engagement ;
- les références de l'accord-cadre (numéro court CHORUS d'engagement juridique du marché) ;
- le numéro **d'engagement juridique** de la ou des prestation·s effectuées : n° de bon de commande Chorus ;
- La désignation des prestations et les références des bulletins de livraison et/ou certificats d'étalonnage correspondants.
- Les dates de réalisation des prestations ou de livraison des fournitures sur sites ;
- le montant hors TVA et TTC des prestations fournies ;
- le taux et le montant de la TVA applicable ;
- le numéro d'identifiant TVA applicable ;
- l'adresse de facturation.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture, qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme, au sens des articles **R.2192-27 et suivants du Code de la commande publique**.

La fourniture des bulletins de livraison et/ou certificat de conformité ou d'étalonnage n'est pas requise au stade de la facturation. Leur absence n'entraîne pas le rejet de la facture. Ils sont transmis au stade du service fait dans chorus.

8.6.2 – Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

8.6.3 – Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

8.6.4 – Transmission des factures

Conformément à l'**article L.2192-1 du Code de la commande publique**, la transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) **Mode portail :**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) **Mode service ou API** (Application Programming Interface) :

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro, par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) **Mode EDI** (Échange de données informatisées) :

Ce mode permet d'envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1> / rubrique « nous contacter ».

Le comptable assignataire des paiements est :

Monsieur le trésorier général des douanes
30, rue Raoul Wallenberg – TSA 70031
75927 PARIS Cedex 19

Article 9 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations du présent marché dans les conditions prévues aux **articles L. 2193-1 à L. 2193-4 du Code de la commande publique**, à la condition expresse d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation écrite préalable du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il est rappelé que la sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations issues des différents documents contractuels du marché que le titulaire. Toutefois, le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable au lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai **de vingt-et-un (21) jours** à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 10 – ASSURANCES

Conformément à l'**article 9 du CCAG/FCS**, le titulaire est tenu de contracter une police d'assurance couvrant les risques du présent marché.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations objets du marché.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

Article 11 – DÉVELOPPEMENT DURABLE

11.1 Clause environnementale

11.1.1 – Conditions d'exécution du marché.

En application des **dispositions des articles 7 et 16.2 du CCAG/FCS**, le titulaire de l'accord-cadre veille à ce que les prestations effectuées respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes et de préservation du voisinage.

De même, à la demande de l'acheteur et dans un délai **de quinze (15) jours** ouvrés à compter de la notification de la demande, le titulaire doit être en mesure de justifier, par écrit, le respect de ses engagements en matière de développement durable.

Pour l'exécution du marché, le titulaire est tenu de mettre en œuvre un plan d'action visant à limiter l'impact environnemental des déplacements de techniciens et de l'enlèvement des outillages à étalonner comprenant :

- la planification et le regroupement des interventions afin de limiter la circulation aux heures de pointes ;

- la mise en œuvre des modes de transports respectueux de l'environnement, notamment des véhicules à faibles émissions de gaz à effet de serre, des modes de transports doux ou alternatifs à la route.
- la formation des chauffeurs à l'écoconduite.

Ce plan d'action est détaillé dans l'offre technique et financière du titulaire.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Le titulaire est tenu de produire, à la demande du pouvoir adjudicateur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux. Il utilise à cet effet, la **plateforme réglementaire trackdéchets**, développée par le Ministère de la Transition Écologique. En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

11.1.2 – Établissement d'un bilan des émissions de gaz à effet de serre.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujéti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte, à cet effet, la plateforme informatique hébergée à l'adresse :

<https://bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées des informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité, conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émissions de gaz à effet de serre.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

11.2 Clause d'insertion par l'activité économique

L'entreprise attributaire devra réaliser une action de formation d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il s'agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d'un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à **l'article L. 313-7 du Code de l'éducation**, tel que modifié par **le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010**.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l'Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire. Le volume horaire minimal exigé est à réaliser pendant la période ferme du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite. Le volume horaire total pendant la période ferme du marché est de 300 heures.

11.2.1 – Les modalités de mise en œuvre des actions d'insertion

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la MLDS (ou l'établissement

scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l'accompagne dans les tâches qui lui sont confiées. Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l'Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié de la direction nationale garde-côtes des douanes ainsi qu'un référent au sein de l'entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe. L'action mise en œuvre fait l'objet d'une validation, par écrit, sous la forme d'un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

11.2.2 – Les modalités de contrôle de l'action d'insertion

Le suivi de la clause sociale est réalisé par la direction nationale garde-côtes des douanes et la MLDS, qui s'assurent de la réalité de l'action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou de la direction nationale garde-côtes des douanes, dès qu'un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. À cette occasion, la « fiche entreprise » – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à la direction nationale garde-côtes des douanes par le titulaire. Le titulaire transmet également à la direction nationale garde-côtes des douanes la convention de stage tripartite signée.

À l'issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l'action de rescolarisation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande de la direction nationale garde-côtes des douanes ou de la MLDS relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution à la direction nationale garde-côtes des douanes :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
- le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par la direction nationale garde-côtes des douanes.

Pendant et à l'issue du parcours, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif (*Cf. ci-avant*).

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer la direction nationale garde-côtes des douanes et la MLDS. Dans ce cas, la direction nationale

garde-côtes des douanes et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

Article 12 – LANGUE

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française. Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

Article 13 – EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire procéder, par un tiers, à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, en application des dispositions de **l'article 45 du CCAG-FCS** de référence.

Article 14 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre lorsque le titulaire est placé dans l'une des situations mentionnées aux articles **L.2195-1 à L.2195-6 du Code de la commande publique**.

Il est précisé, en complément des cas spécifiques de résiliation pour faute prévue à **l'article 41 du CCAG-FCS** et de résiliation pour motif d'intérêt général prévu à **l'article 42 du CCAG-FCS**, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, voire à ses frais et risques :

- d'une part, **après mise en demeure préalable** assortie d'un délai d'exécution, dans l'un des cas suivants :
 - manquement avéré et persistant à ses obligations contractuelles ;
 - absence de remise tous les **six (6) mois** des attestations requises aux articles **D. 8222-5, D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail, conformément à l'article 4.9 du présent CCAP ;**
- d'autre part, **sans mise en demeure préalable**, dans les cas suivants :
 - en cas d'atteinte du plafond des pénalités prévu à l'article 6.7 du présent CCAP ;
 - en cas de dépassement de la clause de sauvegarde en application de l'article 7.2.1 du présent CCAP ;

Article 15 – DIFFÉRENDS

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG susmentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à **l'article R. 2197-1 du Code de la commande publique**. Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Il pourra être saisi soit par l'acheteur, soit par le titulaire du présent accord-cadre à l'adresse suivante :

Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
6, Rue Louise Weiss
75 703 Paris Cedex 13

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

La survenance d'un éventuel litige ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

En cas de différend, l'acheteur et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à R. 2197-24 du Code de la commande publique. Ce recours est facultatif. Ce comité pourra être saisi soit par l'acheteur, soit par le titulaire du présent accord-cadre à l'adresse suivante :

Comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics
6, Rue Louise Weiss
75 703 Paris Cedex 13

Article 16 – LITIGES ET CONTENTIEUX

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est :

Tribunal administratif de Rouen
53, avenue Gustave Flaubert
76000 Rouen
tél. : 02 35 58 35 00

Article 17 – DÉROGATIONS

Par dérogation à l'article 1 du CCAG/FCS, le présent CCAP ne comporte aucun récapitulatif des dérogations apportées au CCAG/FCS.

En cas de contradiction entre les stipulations du présent CCAP et celles du CCAG/FCS les premières prévalent sur les secondes.